



## Consultation

### Sujet : révision des zones vulnérables

#### *Réponse de la FRSEA Bretagne :*

Déjà lors de la révision précédente, l'amélioration de la qualité de l'eau en Bretagne étant reconnue par les différents acteurs, la FRSEA Bretagne s'interrogeait sur la justification du maintien de la zone vulnérable sur la totalité du territoire. A nouveau, la FRSEA ne comprend pas l'acharnement de ce maintien dont la Bretagne est victime laissant à la seule charge des agriculteurs les conséquences économiques.

En effet, après analyse des données brutes et malgré leurs partages lors de la phase de concertation préalable, aucun des dysfonctionnements relatés n'a été pris en compte. Il demeure donc :

- ⇒ Une application abusive du principe de précaution en utilisant le critère eutrophisation (seuil 18 mg/l de nitrates) pour la proposition de classement, sans fondements scientifiques étayés ;
- ⇒ L'utilisation de ce même critère pour la prise en compte de la contribution des eaux superficielles aux phénomènes d'eutrophisation marine, ce qui revient à disposer de 2 critères pour classer une masse d'eau superficielle en zones vulnérables au titre de l'eutrophisation marine, balayant ainsi toutes les évolutions positives constatées en matière de qualité des eaux superficielles.
- ⇒ Une dégradation de la connaissance de l'état des masses d'eau. En effet, s'il y a bien une augmentation du nombre de qualitomètre pour cette 7<sup>ème</sup> campagne. Ces derniers, pour la majorité, ne permettent pas l'application du percentile 90 faute d'un nombre suffisant de mesures. C'est donc la concentration maximale qui est retenue, impliquant mécaniquement un glissement vers des valeurs plus élevées. Cette manière d'opérer noircit la réalité, classant ainsi des masses d'eau sans appréciation pertinente des tendances.
- ⇒ Une analogie du zonage entre les Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux superficielles et les eaux souterraines, alors que les données du BRGM permettent d'affiner la compartimentation des masses d'eau souterraine. Ce découpage serait à la fois plus juste du point de vue du fonctionnement hydrogéologique, et plus fin d'un point de vue géographique.

Cet acharnement est renforcé par l'iniquité de traitement d'analyse constaté entre la Bretagne et les territoires susceptibles d'être classés en 2021 lors de la phase de concertation puisque les concernant, ces différents dysfonctionnements ont été pris en compte.

Par conséquent, la réglementation sur la méthodologie de classement doit être revue urgemment afin d'établir un classement juste, équitable et reflétant la réalité du terrain. Dans cette attente, la FRSEA reste fermement opposée au projet de texte. Avis défavorable.